

**Parti Socialiste**

**Congrès du Mans – 18-20 novembre 2005**

**Contribution thématique**

## **OUVRIR LE CHAMP DES POSSIBLES**

([www.possibles.info](http://www.possibles.info))

### **1ers signataires :**

Béatrice Amossé (41), 1<sup>ère</sup> secrétaire fédérale du Loir et Cher, Conseillère Générale ; Serge Bardy (49), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral du Maine et Loire ; Françoise Billy (79), 1<sup>ère</sup> secrétaire fédérale des Deux-Sèvres, 1<sup>ère</sup> adj au maire de Niort ; Jean Burneleau (85), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de la Vendée, CR des Pays de la Loire ; Jean-Paul Chartron (42), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de la Loire ; Olivier Falorni (17), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de la Charente-Maritime, adj au maire de La Rochelle ; Loïs Lamoine (45), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral du Loiret, CR Centre ; Pierre-Yves Le Borgne, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral des français de l'étranger ; Frédéric Léveillé (61), membre du Bureau National, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de l'Orne ; Hugues Manouvrier (73), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de la Savoie ; Laurent Rabaté (28), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de l'Eure et Loir ; Gwendal Rouillard (56), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral du Morbihan ; Bernard Sicot (37), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de l'Indre et Loire ; Thibaud Villemin (55), 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral de la Meuse, Vice-Pdt du CR Lorraine ; Philippe Zittoun (69), Président de l'Union Régionale Rhône-Alpes, adj maire de Vaux en Velins

Elisabeth Auerbacher (93), responsable nationale au handicap ; Christophe Clergeau (44), responsable nationale aux études, CR Pays de la Loire ; Anne Hidalgo (75), secrétaire nationale à la culture et aux médias, 1<sup>ère</sup> adjointe au maire de Paris, CR Ile de France ; Martine Lignièrès-Cassou (64), secrétaire nationale à la vie associative et aux acteurs sociaux, Députée, 1<sup>ère</sup> adj au maire de Pau ; Safia Ottokoré (89), responsable nationale aux sports, Vice-Pdte du CR Bourgogne, adjointe au maire d'Auxerre ;

Frédéric Allié (30), BF, sec section Caissargues ; Michelle Aznif (13), CF ; Stéphane Bastien (78) ; François Baudouin (22) CF ; Frédéric Béatse (49), CN, Conseiller Général et Adjoint au Maire d'Angers ; Luc Belot (49), BF, conseiller municipal et secrétaire de section d'Angers ; Julien Bezille (75) ; François Blouvac (75), com nat conflits ; Jean-Pierre Borel (45), BF ; Grégory Calemme (13), adj au maire et sec section de Gardanne ; Christophe Castaner (04), CN, Vice-Pdt du CR PACA, maire de Forcalquier ; Baptiste Chapuis (45), BN MJS ; Olivier Chateau (44), BF ; Robert Crauste (30), BF, CR Languedoc-Roussillon ; Raphaëlle Debourges (45), AF MJS ; Laure Deroche (42), BF, sec section Roanne ; Christophe Desportes (45), BF ; Sylvette Detrez (89), BF ; Jean-Noël Gaultier (49), BF ; Karine Gloanec-Maurin (41), CF ; Jean-Pierre Guérin (75), Pdt com fed de contrôle financier ; François Hada (75), délégué

national ; Pascal Joseph (75) ; Chris Katou Mou Ko (89) ; Marie Kéromnès (22), BF ; Régine Lange (31) ; Nathalie Le Magueresse (56), com nat comptes, Vice-Pdte de la com d'agglomération de Lorient ; Vincent Le Meaux (22), Pdt du groupe socialiste au CG des Côtes d'Armor ; Anséric Léon (45), DF ; Nicolas Le Quintrec (56), BF, sec section de Vannes ; Erwan Lescop (75), délégué national ; Benjamin Mathéaud (30), délégué national ; Gwennan Melscoët (56), AF MJS ; Maryse Naudin (89), cons mun d'Auxerre ; Yohann Nedelec (29), BF ; Wilfrid Pailhès (26), CNA MJS, Sec section Bourg-les-Valence ; Estelle Picard (77), CN ; Etienne Pourcher (88), com nat comptes ; Président du groupe socialiste au CG des Vosges, Maire de Frémifontaine ; Jacques Priol (44) ; CR Centre ; Pascale Quivy-Rachid (92), com nat comptes ; Maurice Ronai (75), délégué national ; Fabrice Roussel (44), BF, adj au maire de La Chapelle-sur-Erdre ; Bernard Rullier (75), délégué national ; Yann Saccucci (42), com nat comptes ; Sophie Saramito (49), 1<sup>ère</sup> adj au maire de Saumur, CR Pays de la Loire ; Frédéric Sardin (16), conseiller général ; Marc Scotto (94), délégué national ; Malik Salemkour (75) ; Louis-Mohamed Seye (94), CN ; Olga Trostiansky (75), adj au maire de Paris ; Bernard Valette (41), vice- pdt de la région Centre ; Frédéric Vasse (44), BF ; Claire Vidament (22), CF.

Le 29 mai 2005 est venu montrer l'écart qui existe entre l'offre politique proposée aux français et le jugement qui est le leur.

21 avril 2002 - 29 mai 2005. La tentation est forte de passer d'une date à l'autre et de rechercher une cause unique à ce double échec. Pourtant, pour que l'analyse soit valide, elle ne doit pas omettre que, dans l'intervalle, le parti socialiste a remporté en 2004, trois victoires « historiques » aux Régionales, aux Cantonales et aux Européennes. Les uns écrivent que le 29 mai est « nouveau coup de tonnerre » après celui du premier tour des élections présidentielles. D'autres que le référendum est plutôt la réplique des tremblements de terre de 2004. La vérité emprunte aux deux interprétations. Depuis le 5 mai 2002, les Français ont surtout exprimé leur défiance : vis-à-vis de l'extrême droite, puis du pouvoir de droite qui n'a pas tenu la promesse des 82% du second tour de la présidentielle.

Le rejet du projet de Constitution laisse un vide politique considérable. Il semble en effet difficile de croire que ce scrutin soit porteur d'une alternative politique crédible. Il vient nous rappeler que la gauche divisée court à la défaite et que l'absence d'un projet politique fort mène à l'échec quand on n'est plus porté par le rejet de la droite.

**Aujourd'hui comme hier il revient au Parti Socialiste de se remettre au travail pour donner à la gauche française un avenir.** Il doit pour cela tenir compte pleinement du signal envoyé par les électeurs et procéder à une opération vérité sur lui-même et sur les réalités de la société française. Il doit de nouveau ouvrir le champ des possibles.

### **l) Un pays entre souffrance sociale et vitalité citoyenne : retrouver le chemin d'un projet collectif**

La France souffre. Son chômage est élevé, le chômage de longue durée y est particulièrement lourd, le nombre de bénéficiaires des minima sociaux n'a jamais été aussi élevé. La France compte plus d'un million de travailleurs pauvres, sous oublier le million d'enfants à leur charge. Les quartiers pauvres sont de plus en plus pauvres. Ceux qui le peuvent fuient et rejoignent des quartiers où la réussite scolaire est meilleure, où la sécurité est mieux assurée. Ne restent dans ces quartiers paupérisés que ceux qui n'ont pas d'autre choix. La mixité sociale n'est souvent plus qu'un souvenir. Il est par ailleurs devenu terriblement difficile d'échapper à son destin. Si les 10 % de la population en bas de l'échelle des revenus vivent la pauvreté au quotidien, les 30 % de la population juste au-dessus sont en permanence sous sa menace. A la moindre perte d'emploi ou rupture familiale, leur vie bascule.

La République n'offre plus à chaque individu les moyens de son accomplissement personnel. Le champ des possibles n'est pas identique pour tout le monde. Le devenir des enfants pauvres en dit long sur notre sens non pas de la solidarité, mais de la cohésion sociale : être enfant pauvre, donc avoir des parents pauvres, conduit à la pauvreté. Les conditions de vie des parents déterminent largement les conditions de vie mais aussi la scolarité de leurs enfants. Elles donnent un pli à leur destin que le système éducatif ne défait pas.

Mais la souffrance n'est pas seulement sociale.

Dans notre pays, pour un cadre français de couleur, la vie quotidienne peut se transformer en parcours du combattant. Discrimination dans l'accès au logement, à l'emploi, aux loisirs, ralentissement dans la carrière professionnelle, attitudes racistes, rappellent à chaque instant la couleur de la peau rend toute réussite précaire. Et que dire de la situation des femmes ou de celle des homosexuels ? Que reste-t-il alors de notre République ? Parce que la République n'intègre plus et ne produit plus de sens commun, elle renvoie chacun à ses origines particulières, plutôt qu'à un avenir partagé, chacun se repliant sur son identité parcellaire, réputée protectrice pour lui-même, mais potentiellement destructrice pour la collectivité.

Dans notre pays, des générations vivent pour la première fois une situation économique et sociale moins favorable que les générations précédentes sans pour autant bénéficier de l'attention et de la solidarité nécessaires. Une très grande majorité de jeunes est tenue à l'écart du progrès, la société se prive de leur dynamisme et de leur créativité. L'avenir se ferme alors même que le quotidien se durcit. Quel espoir peut alors mobiliser les énergies ?

Petit à petit la France se sépare ainsi d'elle-même. Les choix collectifs successifs souvent contradictoires, ou l'absence de politique volontariste durable, se traduisent par la stigmatisation et le délaissement de pans entiers de la population. La concentration du pouvoir politique et économique atteint aujourd'hui un niveau sans précédent. Les élites d'une ou deux générations poursuivent leur marche en avant, accaparent les ressources et l'espace public sans grand souci de l'intérêt général. A côté de ce « centre » restreint et repus, s'accumulent les marges confrontées à l'insécurité sociale, à la panne de l'ascenseur social, à l'apartheid territorial, aux discriminations et à la misère. Mais quand les marges se multiplient et quand le centre se rétrécit, le déséquilibre devient tel que société et démocratie sont au bord de l'explosion. Le « ghetto français » tel que le décrit Eric Maurin est une France poussée au désespoir, bien au-delà d'une analyse dépassée de type « classe contre classe ».

Et pourtant cette France vit, innove, entreprend, crée. Le discours sur le déclin français n'est rien d'autre qu'une invention de ceux qui ont intérêt à nourrir la peur et entendent justifier de nouveaux renoncements. Ce pays est fort de ses solidarités au quotidien. Plus que jamais les amis, la famille sont des valeurs en hausse. Les gens se parlent, s'entraident, la sensibilité aux causes humanitaires et environnementales est plus forte que jamais, les mobilisations les plus diverses se multiplient et les espaces ouverts par la démocratie participative sont investis avec vigueur.

Cette vitalité, ce formidable potentiel de citoyenneté et d'avenir doit trouver une réponse politique. Les français s'impatientent et attendent une vie démocratique qui mettrait à l'ordre du jour les questions clés pour leur vie quotidienne comme pour la réussite du futur. Leur jugement sur l'offre politique actuelle est sans appel. Ils sanctionnent les uns après les autres les partis de gouvernement à qui ils reprochent d'entretenir un rapport mensonger avec la société, de vivre enfermés dans les jeux du pouvoir. Ce ne sont pas « les élites » qui sont sanctionnées. Si tel était le cas la souffrance sociale et morale aurait conduit au triomphe électoral des extrêmes. Ce sont certaines élites économiques, politiques, culturelles et sociales qui sont rejetées, celles qui monopolisent les pouvoirs en donnant le sentiment de ne se préoccuper réellement que de leur propre perpétuation. En ce sens la

coupure annoncée entre deux France ou l'opposition entre une France d'en Haut qui s'opposerait à une France d'en bas, relèvent d'une simplification outrancière et conduisent à une impasse. Il n'y a pas d'opposition intrinsèque entre deux mondes, le maçon sait qu'il a besoin de l'architecte. Ce que les Français qui souffrent ne tolèrent plus, c'est l'abandon de l'intérêt général, les manquements à la vérité, le repli sur leurs intérêts propres de ceux qui ont la charge de la préparation de l'avenir. Jacques Chirac est le symbole absolu de ces élites qui ont failli.

La démocratie n'est pourtant pas en crise. La vitalité de la participation démocratique sous toutes ses formes est spectaculaire. Près de 90% des électeurs inscrits ont voté lors d'au moins un des scrutins organisés depuis 3 ans. C'est l'offre politique qui est en crise. Les français ne croient pas à la sincérité des élus et à leur capacité à agir. Il manque dans ce pays une parole, un projet, qui transcende les intérêts individuels et renverse la logique du séparatisme social et territorial à l'oeuvre, pour proposer un avenir collectif et solidaire. L'histoire de la France, sa richesse, le dynamisme de sa population et la force de ses valeurs rendent ce redressement possible. Il faut pour mobiliser ce potentiel une démarche rigoureuse et progressive, attachée à une action concrète, même modeste, mais cohérente et durable. La vérité d'un discours et la vérité d'une pratique voilà des vertus dont nous sommes depuis longtemps sevrés. Elles constituent un préalable pour rétablir aux yeux des citoyens la crédibilité d'un projet politique qui puisse justifier prise de risque et solidarité.

Ce devoir de vérité s'applique également à ce qu'est la réalité des pouvoirs politiques aujourd'hui. L'Etat reste le centre de la vie publique et l'institution dont on attend toutes les solutions. Pourtant le rôle accru de l'Europe, le développement des compétences des collectivités locales, la montée en puissance de l'intercommunalité, celle des différentes formes de démocratie locale, témoignent d'un formidable bouleversement des lieux de décision. Mais le discours politique est resté le même, sans doute parce que les élus n'ont pas voulu dire que leur pouvoir changeait et surtout qu'il devait changer. Non seulement nous n'avons pas su expliquer cette mutation mais certains en ont joué pour se défaire et dissimuler leurs responsabilités. Aujourd'hui, il est urgent de redonner aux citoyens la visibilité et la lisibilité de la prise de décision politique, il est aussi urgent de dire à chaque niveau de gouvernement ce que nous pouvons faire ou pas.

*« Le devoir d'un responsable ne consiste pas à louvoyer, à ménager sans cesse les uns et les autres, en sacrifiant ainsi la collectivité toute entière. Il exige des choix, des déterminations claires, avec la volonté de s'y tenir, dans l'opposition comme au pouvoir. Ainsi seulement mûrissent les réformes qui commandent l'avenir, vers les progrès et la justice. »* (Pierre Mendès France)

## **II) Des propositions concrètes pour contribuer au débat sur le projet socialiste**

A chacun ses responsabilités. Dans ce congrès du Parti Socialiste la notre est simplement d'appeler à la vérité des discours et des pratiques. L'action publique doit s'attaquer au cœur des enjeux de nature à libérer le dynamisme de notre société et rétablir égalité et justice sociale. Contre la tentation communautariste et la perte du lien social nous souhaitons retrouver le sens du vivre ensemble et du projet collectif dans le respect des valeurs de la République. Contre le repli hexagonal et la logique du court terme nous proposons de donner la primauté à l'ouverture européenne et internationale ainsi qu'à la préparation de l'avenir.

Sur ces points et sur ces points uniquement, nous faisons dans cette contribution des propositions concrètes pour alimenter le débat et sortir des affrontements stériles. La très grande majorité des signataires de cet texte ont signé la contribution générale de François Hollande. Quelques autres souhaitent attendre le stade des motions pour se prononcer. Ensemble nous entendons contribuer à la réflexion sur le projet et animer le débat militant

pour permettre en septembre un large rassemblement autour de la refondation d'une identité socialiste, réformiste et européenne.

### **1) 5 propositions pour réparer le tissu social et reconstruire une puissance publique protectrice**

- Lutte contre la pauvreté au travail: autoriser le cumul dégressif des indemnités et les allocations avec un revenu d'activité, de manière à ce que chaque heure supplémentaire travaillée se traduise par la hausse du revenu ; relancer les négociations sur les salaires et les carrières sous la menace d'un projet de Loi interdisant les minimaux conventionnels inférieurs au SMIC
- Renforcement des droits des salariés: Garantir le droit à la formation pour tous avec l'instauration d'un droit nouveau à un an de formation qualifiante avec garantie de salaire pour les chômeurs - obligation à l'issue de cette période de postuler sur les trois premières offres d'emploi correspondant au métier antérieur ou à la formation reçue -, ainsi qu'un meilleur accès à leurs droits pour les salariés des TPE-PME avec l'instauration de comités d'entreprise et de représentation syndicale par site géographique
- profonde réforme fiscale au service de la solidarité et de la redistribution (suppression des niches fiscales, rétablissement de la progressivité effective de l'impôt sur le revenu et d'une imposition des successions aujourd'hui quasiment inexistante). L'augmentation du produit de l'impôt sur les successions doit contribuer au financement des retraites et de la dépendance :
- Aide à l'installation des jeunes dans la vie active et familiale: crédit d'impôt de 1000€ pour l'entrée dans le premier logement (sous condition de ressource), extension du dispositif du prêt à taux zéro pour l'acquisition du premier logement, accès élargi aux différents modes de garde d'enfant avec notamment le passage de la réduction d'impôt au crédit d'impôt pour le recours aux assistantes maternelles, plan national de lutte contre la pauvreté des enfants
- Maîtrise publique du foncier pour relancer la politique du logement à travers notamment un soutien national apporté aux offices fonciers locaux qui voient le jour à l'initiative des collectivités dirigées par la gauche. Il s'agit de constituer des réserves foncières et de réguler le marché afin de rendre possible des opérations immobilières intégrant une forte part de logement social et permettant d'assurer l'accès au logement et à la propriété des ménages des classes moyennes et populaires

### **2) 5 propositions pour retrouver le chemin de l'égalité républicaine**

- Retour de la priorité à l'éducation et le regroupement de l'ensemble des stratégies publiques de formation: éducation nationale, apprentissage, formation continue,... ; instauration d'un droit individuel à la formation tout au long de la vie garanti par l'Etat pour ceux qui ont quitté précocement le système éducatif
- Action ciblée mettant en œuvre des moyens massifs en faveur des familles des territoires en difficulté. Démarche coordonnée et simultanée sur tous les leviers: éducation, maîtrise des moyens de communication et de l'informatique, logement, revenus, services publics, sécurité,...
- Programme national de promotion sociale permettant d'épauler les parcours de formation et les projets professionnels des jeunes issus des quartiers et familles populaires et de leur faciliter l'accès à l'enseignement supérieur et à ses filières d'excellence

- Pratique concrète de la laïcité : signature du PACS en Mairie, cérémonie de la citoyenneté en mairie pour les nouveaux citoyens avec remise de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ; soutien aux jeunes (filles notamment) pour qu'ils puissent vivre en toute liberté l'accès aux savoirs, aux transports, aux loisirs ; défense de la liberté de création et d'expression
- Etats généraux débouchant sur un plan national de lutte contre les discriminations, notamment racistes mais aussi liées au genre, aux préférences sexuelles et au handicap, négocié avec l'ensemble des acteurs économiques, sociaux, territoriaux et associatifs afin de rétablir une réelle égalité des possibles. Parallèlement l'Etat doit se donner les moyens d'une véritable lutte juridique contre les discriminations et d'un soutien efficace aux associations et syndicats qui s'engagent dans cette direction.  
(Nous partageons ici le combat mené par les signataires des contributions thématiques de la commission nationale femmes et d'homosexualité et socialisme)

### 3) 5 axes politiques pour réhabiliter le projet européen

- Convocation d'un congrès de refondation du PSE prévoyant l'élection des instances et l'adoption d'une charte politique par le vote militant, et lancement d'une pétition citoyenne en partenariat avec les organisations syndicales pour un traité social ayant pour base la charte des droits fondamentaux
- Augmentation du budget européen pour assumer notamment trois missions qui risque aujourd'hui d'être sacrifiées : la recherche et la mobilité des jeunes, le soutien aux territoires ruraux en difficultés, la promotion des activités maritimes (pêche, sécurité maritime, protection du littoral)
- Réforme de la PAC pour sauver la PAC : la préservation de la principale politique commune de l'Union et du soutien public à l'agriculture passe désormais par une remise en cause radicale de la réforme de la PAC de 2003 pour refonder une politique de développement durable de l'agriculture et des espaces ruraux, respectueuse des agricultures des pays en voie de développement
- Action déterminée contre l'extension rampante des droits de propriété dans la sphère intellectuelle, en faveur de la liberté de création et de la définition de biens communs non brevetables notamment dans les domaines de la connaissance et des logiciels. Cela passe, par exemple, par un réexamen dans ce sens des directives « bases de données », « droit d'auteur », « respect de la propriété intellectuelle », « brevets logiciels » ; ainsi que par un soutien aux collectivités locales qui promeuvent l'utilisation des logiciels libres comme alternative aux grandes entreprises informatiques en situation de monopole de fait
- un projet de relance de la construction européenne autour d'un programme de coopérations renforcées ou des coopérations hors institutions à développer avec les pays qui le souhaitent dans les 10 directions possibles suivantes :
  - i. Gouvernement économique mettant en œuvre un programme d'investissement public
  - ii. Politique industrielle et de recherche - développement
  - iii. Harmonisation de l'impôt sur les sociétés
  - iv. Politique de convergence des minima sociaux et des indicateurs de développement humain
  - v. Politique commune de justice, police, immigration, asile
  - vi. Politique commune d'aide au développement tournée vers une stratégie de co-développement avec les partenaires naturels de

l'Europe : Etats européens non adhérents à l'Union, Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine

- vii. Politique extérieure commune pour changer l'OMC en y intégrant les autres champs du droit international : environnement, santé, droits des consommateurs, aide au développement, culture et audiovisuel
- viii. Mise en commun des diplomaties au service notamment d'une réforme en profondeur de l'ONU : élargissement du conseil de sécurité, vocation universelle de la Cour pénale internationale, mise sous tutelle plus étroite du FMI et de la Banque mondiale
- ix. Mise en place rapide d'une agence européenne de l'armement
- x. Mise en commun des forces armées au service des missions commune de sécurité et de maintien de la paix

#### **4) 5 propositions pour une politique du futur : démocratie scientifique et développement durable**

- Loi de programmation ambitieuse qui ouvre de nouvelles perspectives notamment en matière d'emploi scientifique, et un rapprochement entre Universités et organismes nationaux de recherche (CNRS, INSERM, INRA,...)
- Reconnaissance la diversité des missions de la recherche publique : recherche fondamentale tournée vers l'innovation, l'analyse des risques associés (environnementaux, sanitaires, sociaux,...), l'expertise, l'enseignement, la valorisation économique mais aussi sociale et culturelle souvent sans dimension lucrative
- Réconciliation du progrès scientifique et du développement durable en développant les outils d'une démocratie scientifique et technique : généralisation des conférences de citoyens, agence indépendante d'animation du débat public et de soutien aux centres d'expertise indépendants, développement d'un tiers secteur de la recherche citoyenne et de l'expertise associative, protection des lanceurs d'alerte, possibilité pour les citoyens et les associations de contraindre les acteurs économiques à approfondir l'évaluation des risques
- Plan national d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables (solaire, éolien,...)
- Retour à une approche globale du développement durable passant notamment par une généralisation effective du principe pollueur-payeur, une politique de santé publique incluant la relation santé environnement et les conditions de mise sur le marché des produits chimiques et industriels nouveaux, et un retour aux principes fondateurs des lois littoral et montagne mises à mal par les gouvernements de droite

### **III) Une démocratie sociale et citoyenne, réformée et renouvelée**

La refondation de l'identité et du projet socialiste appelle une stratégie de transformation sociale et une organisation renouvelée de la vie publique. Ainsi proposons-nous le choix d'une démocratie ouverte, plurielle et participative, l'accélération de la rénovation du Parti Socialiste et du renouvellement de ses équipes locales comme nationales.

#### **5 propositions pour une stratégie de transformation sociale au service d'une nouvelle dynamique démocratique**

- Faire aboutir le projet de « charte de la transformation sociale » dont le principe a été adopté lors du congrès de Dijon : écrire le « discours de la

méthode » des socialistes, s'appuyer sur les dynamiques collectives pour changer la société, refuser l'enfermement dans les institutions, rechercher l'adhésion aux réformes avant de les adopter...

- Réviser les règles de la représentativité syndicale pour mettre effectivement en œuvre le principe des accords majoritaires. Créer un rendez-vous annuel au cours duquel puissent se rencontrer Etat et partenaires sociaux. Ce sommet social devra conduire au dialogue et à la négociation dans les domaines des salaires, des conditions de travail et de la protection sociale
- Associer dans la transparence les fédérations associatives et les organisations syndicales à la préparation mais aussi à la mise en œuvre des lois ; faire des collectivités locales dirigées par les socialistes les laboratoires de la démocratie participative et d'une volonté d'association des acteurs à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques
- Développer les contre-pouvoirs : un chèque citoyen permettant à chacun de financer l'association de son choix (au-delà des syndicats, partis, associations caritatives et de solidarité internationale)
- Reconnaître pleinement les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Cette économie plurielle contribue à la fois à une dynamique citoyenne, au développement alternatif d'activités économiques et à une démarche de développement durable

### **Rénover la démocratie et le parti socialiste: ne plus en parler, le faire**

Pour rénover nos institutions et reprendre le combat des socialistes contre le fait présidentiel de la V<sup>ème</sup> République, une réforme constitutionnelle est nécessaire. Ce n'est pas tant une nouvelle République que les Français attendent qu'une clarification de la répartition des pouvoirs, qu'un retour de la responsabilité politique, et qu'une nouvelle pratique, plus éthique, du pouvoir. **Cette réforme devra être proposée aux Français par référendum dans les 6 premiers mois suivant l'élection présidentielle et devra comporter les éléments suivants :**

- Choix clair de la primauté du 1<sup>er</sup> Ministre qui est obligatoirement investi par le Parlement, dirige la politique du gouvernement, exerce le droit de dissolution et représente la France au Conseil Européen
- Renforcement du droit d'initiative et de contrôle du Parlement, accompagnée d'un renforcement des droits de l'opposition. Cette restauration du Parlement suppose un contrôle plus approfondi de la politique européenne.
- Instauration d'un droit d'initiative législative citoyenne permettant à des citoyens de faire inscrire leur proposition à l'ordre du jour du Parlement par voie de pétition
- Révision de la Loi électorale pour les élections législatives : 600 députés dont 150 élus à la proportionnelle intégrale sur liste nationale
- Retour à l'élection proportionnelle des sénateurs dans tous les départements comportant au moins 3 sièges, élargissement du corps électoral afin de mieux représenter la population et de prendre en compte les élus des intercommunalités, renouvellement intégral la même année que celle des élections municipales,
- Extension de la parité à la composition des exécutifs des collectivités locales et des intercommunalités

**Au-delà de cette réforme constitutionnelle, d'autres réformes sont indispensables pour donner une nouvelle dynamique à notre vie démocratique :**

- réforme de la décentralisation avec :
  - i. Election au suffrage universel des assemblées intercommunales assurant le maintien d'un lien des élus avec le territoire communal,



- ii. Révision de la répartition des compétences entre collectivités locales, et l'ouverture d'un débat national sur la clause de compétence générale et sur le partage des compétences entre l'Etat et les collectivités locales, certaines d'entre elles pouvant être re-centralisées pour assurer l'égalité des citoyens devant la loi,
- iii. Refonte de la fiscalité locale et des dotations d'Etat, assurant une juste péréquation des ressources entre les territoires,
- limitation drastique du cumul des mandats : nouvelle étape vers le mandat unique du parlementaire, impossibilité de cumuler deux mandats exécutifs locaux (exception faire des très petites communes), d'exercer plus de deux mandats successifs à la présidence d'un exécutif local, intégration des responsabilités intercommunales dans le calcul du cumul ; véritable statut de l'élu doit être mis en place (droit au reclassement professionnel, affiliation au régime de retraite de la sécurité sociale, revalorisation de certaines indemnités)
- Alourdissement des sanctions financières pour les partis ne respectant pas la parité des candidatures aux élections législatives

**Pour faire enfin en sorte que le Parti représente la société, nous devons nous engager dans un profond renouvellement de nos candidat(e)s à l'occasion des prochaines échéances électorales** et notamment pour les élections législatives. Nous devons prendre des engagements chiffrés de candidatures de femmes, de Français issus de l'immigration et des DOM-TOM et de nouvelles générations (hommes et femmes) pour les 150 à 200 circonscriptions gagnables et où les sortants ne se représentent pas (hors accords électoraux avec nos partenaires de gauche).

**La rénovation du Parti Socialiste est aujourd'hui plus une question de pratique que de statuts.** La dynamique engagée lors du congrès de Dijon était prometteuse. Elle a rencontré des résistances mais aussi permis d'importants progrès : l'élection de nombreux français issus de l'immigration sur les listes régionales, le referendum militant, les adhérents du projet. Le congrès du Mans peut être l'occasion de relancer cette dynamique. Il nous faudra notamment organiser la vie et le développement du PS autour de deux moments forts rythmant chaque année : une campagne d'adhésion et de débat public à la rentrée, une conférence militante autour des grands thèmes d'actualité au printemps ; et ouvrir largement les portes du Parti aux citoyens en proposant de nouveaux modes d'affiliation et de participation (adhésions en ligne, adhérents directs, sections thématiques, outils avancés pour les délibérations en ligne).

\* \* \*

**La réussite de l'alternative à gauche passe par une réforme des institutions mais surtout par un changement de pratique politique.** En effet, il ne suffira pas de dire, pendant la campagne, que notre projet est socialiste. Il faudra encore que notre pratique gouvernementale le soit ! Ce qui peut nourrir la désespérance et la défiance envers la politique, c'est justement l'écart entre les discours du dimanche et la pratique de la semaine, entre la posture révolutionnaire dans l'opposition et l'action opportuniste au pouvoir.

La charte de la transformation sociale doit définir précisément la complémentarité du rôle des élus, des citoyens et des acteurs sociaux, du rôle de l'état, des collectivités locales, des partenaires sociaux, des acteurs de l'économie sociale et solidaire,... Elle deviendra le « discours de la méthode » de la gauche de demain.

**Animer et faire vivre une démocratie plurielle, parier sur la mise en mouvement de la société, tenir dans le temps cette nouvelle orientation, tel est le défi que nous devons**

**relever si nous voulons non seulement gagner mais durer en nous appuyant sur l'adhésion des citoyens.**

**Une future majorité doit reposer sur un contrat de législature précis et contraignant.** Celui-ci ne saurait résulter des seules négociations au sommet. L'action commune menée dans les collectivités locales peut servir de base à un débat dans les territoires. L'élaboration d'un programme national passe par une démarche d'écoute et de confrontation avec les acteurs associatifs et syndicaux. Cette double démarche peut nourrir des assises de l'alternative.

Mais quelle que soit la méthode retenue **nous savons qu'il n'y a pas d'espoir à gauche sans un parti socialiste fort, ciment et colonne vertébrale du rassemblement.** Le parti socialiste est notre parti. Jeunes responsables du PS et élus locaux nous refusons de le voir durablement affaibli par les divisions, miné par des tentations passéistes et instrumentalisé au service des ambitions individuelles. C'est pourquoi **le respect du vote des militants doit demeurer sa règle d'or et l'objectif de développement du parti le mandat de toute direction.** Nous voulons toujours construire « un grand Parti Socialiste » ouvert sur la société, en prise avec ses évolutions et ses aspirations, acteur du débat public et de la transformation sociale.

**Le parti socialiste est la principale force d'alternance dans notre pays,** la France, patrie des droits de l'homme, qui fut récemment le moteur de la construction européenne, et dont tant de nations dans le monde espèrent encore. Cette place dans le monde nourrit une exigence. Notre pays se délite mais ses forces restent vives et les citoyens disponibles pour une nouvelle aventure collective. **Notre parti saura-t-il réagir et placer sa démarche à la hauteur des responsabilités historiques qui sont les siennes ? Nous en faisons le pari !**